

REPUBLIQUE FRANCAISE

Département
HAUTES-ALPESEXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE RISOUL

Nombre de Membres

Séance du 24 novembre 2025

| Afférents au conseil | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
|----------------------|-------------|-------------------------------------|
| 15 | 14 | 11 |

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-quatre novembre à 9h00,
Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Régis SIMOND, Maire.

Sens du vote :**Pour : 11****Contre : 0****Abstention : 0**Date convocation :

Le 18 novembre 2025

Date d'affichage :

Le 19 novembre 2025

Présents : Mmes et Mrs les Conseillers : Mmes JUZIAN Catherine, VASINA Pauline, Mrs. BONNAFFOUX Mickael, CARRETTA Thierry, ESMIEU Alain, FEUILLASSIER Sylvain, JEHAN Frédéric, QUERE Gérard, LELIEVRE Benoit, SIMOND Régis

Excusés : Mme TUDORET Sabira, M. RODINI Jean-Louis (pouvoir à M BONNAFFOUX Mickael) ; Mme BALLOCCI Sylvie,

Absent : M. BRUN Jean Luc

Secrétaire de séance : Mme VASINA Pauline

Objet : Convention avec la gendarmerie pour la mise en place d'un poste provisoire.

M. le Maire donne lecture de la convention à établir avec la compagnie de gendarmerie de Briançon, afin d'assurer les missions générales administratives, judiciaires et militaires incombant à la gendarmerie sur le territoire de la commune de Risoul pendant les saisons touristiques.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer la convention

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Le Maire,
Régis SIMOND

La Secrétaire de Séance,
Mme VASINA Pauline

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

005-210501193-20251124-D2025-075-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/11/2025

Publication : 25/11/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

La présente délibération est transmise à Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes.

La présente délibération, sous peine de faire grief, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois suivant sa publication.

Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Maire dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.